

**36 – Chambre régionale des comptes – contrôle de gestion de la Ville au titre du Spectacle Vivant pour les années 2007 à 2012 – rapport d’observations définitives**

**Groupe communiste – intervention de Aymeric SEASSAU**

*Seul le prononcé fait foi*

Mme le Maire, chers collègues,

J'avoue être assez stupéfait par les propos de Laurence Garnier.

Je ne peux pas laisser dire ici que Nantes ne fait pas assez pour valoriser Jules Verne. Vous auriez du participer aux rencontres Jules Verne qui ont rassemblé des dizaines de chercheurs et des centaines de participants récemment ou encore visiter le musée Jules Verne. Vous pourrez même apprécier la vue du haut de la bute Sainte-Anne sur les grues du port et ce que vous appelez le patrimoine portuaire et industriel.

Pour nous, le port est l'activité industrielle ne sont pas qu'un patrimoine touristique, ce sont aussi de formidables atouts économique qu'il faut protéger. Vous seriez mieux inspirée de participer aux luttes pour la reconquête industrielle et la défense du port.

Mais il faut reconnaître que le rapport de la chambre régionale des comptes qui nous est présenté est assez particulier. En comparant des postes, des structures et des sommes difficilement comparables d'abord. Mais surtout en se posant en prescripteur sur les politiques culturelles, la petite musique de chambre devient inaudible. Bien vite on retrouve des fondamentaux bien contestables puisque la CCR propose de soumettre Royal Deluxe à la sacrosainte « concurrence libre et non faussée ». C'est évidemment absurde puisqu'il s'agit non pas de fournir un spectacle après l'appel d'offre mais d'accueillir en résidence une compagnie dont le rayonnement n'est plus à prouver, qui se marie aujourd'hui à l'identité de la ville et dont je veux rappeler que l'impact économique de la dernière représentation a été de 3 millions d'euro pour un financement de la ville d'un million d'euro.

Notre région bénéficie d'une véritable filière culturelle avec 446 millions d'euros, avec 4065 salariés et 2350 intermittents, auxquels je veux adresser à nouveau tout notre soutien dans le combat courageux qu'ils mènent pour protéger leur statut et la création culturelle. Je m'étonne de ce point de vue que dans son rapport, qui se permet beaucoup, ne soit pas pris en compte la responsabilité sociale qui est aussi la notre et le nombre d'emplois générés par les structures et compagnies aidées. Ils sont nombreux. Pire, le rapport laisse parfois entendre que les montants affectés sont inéquitables, voire hasardeux ou disproportionnés. Revenons à la réalité, dans la 6e ville de France, le montant total du budget culture est au 6e rang national, tout comme la dépense culturelle par habitant. Une des principales critiques

porte sur le poids de financement de certaines structures ainsi que sur le public visé et sur « l'absence », lit-on, de politique tarifaire. On croit rêver. Peut-on s'étonner qu'une scène nationale (Lieu Unique), qu'un opéra ou qu'un orchestre national, dans une ville bénéficie de larges financements ? D'autant que la chambre régionale des comptes note elle-même que ce sont dans ces structures que la part spectateur est la plus basse. Voilà donc un effet tarifaire immédiat lié à des choix publics en plus du dispositif Carte Blanche ou encore les grands événements gratuits comme les RDV de l'Erdre ou les spectacles Royal Deluxe qui touchent un public large et différent des usagers et abonnés des lieux de culture. Vous voyez Madame Garnier que nous tachons de prendre en compte tous les publics comme l'évolution des usages.

Dans le nouveau cycle impulsé par la nouvelle majorité, nous voulons revisiter nos politiques culturelles et nous voulons le faire dans la sérénité, dans le dialogue permanent avec les acteurs, sans opposer les structures et sans pression d'aucune sorte. Il faut entendre les dizaines d'artistes qui viennent de lancer un « appel collectif et solennel » contre l'effritement du réseau culturel. Et comment ne pas relever la réponse d'un grand cynisme qui leur est opposée par la ministre de la culture Fleur Pellerin qui invite les collectivités à soutenir la culture alors que son gouvernement les affaiblit à hauteur de 13 milliards d'euros. Ce, alors même que les choix budgétaires internes à son ministère ont baissés de 200 millions d'euro l'aide à l'industrie culturelle, déjà en difficulté et qui se retourne aujourd'hui vers les collectivités. J'entends l'opposition demander des efforts supplémentaires, s'attaquer aux aides au monde de la culture peut-être par nostalgie du « sécateur-maire » Chauty comme l'appelaient alors les acteurs culturels.

Il y a de la fierté d'être dans une ville qui ne baisse pas la voilure en matière de culture et comme vient de le rappeler Johanna Rolland, ça ne va pas changer. Le mieux étant alors que la chambre régionale des comptes s'occupe de faire des comptes plutôt que des commentaires et qu'en pleine souveraineté, les élus locaux continuent de choisir et de soutenir le monde de la culture et de la création.

Je vous remercie de votre attention.